

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1644 - 12 décembre 1991 - 4,50 F

D 1644 GUATEMALA: BILAN DU GOUVERNEMENT SERRANO

Le 15 septembre 1991 le pays fêtait les 170 ans de son indépendance. La fête tombait huit mois exactement après l'investiture du président Jorge Serrano Elias, deuxième président civil après trois décennies de dictature militaire (cf. DIAL D 1580). A l'occasion du Te deum à la cathédrale de Guatemala-Ville, l'archevêque, Mgr Próspero Penados del Barrio, adressait un message au président de la République et, à travers lui, au pays. Message sévère, puisque l'archevêque de Guatemala parle de "détérioration sensible" en matière de violation des droits de l'homme, de "détérioration progressive" de la situation économique des couches pauvres de la société, de perte de crédibilité du pouvoir législatif, de lenteur "inacceptable" dans la recherche de la paix civile (cf. DIAL D 1620). L'archevêque termine en invitant le pouvoir exécutif à se faire avec urgence le rassembleur pour une "solution de la dramatique situation actuelle". Traduction française ci-dessous de *La Documentation catholique* du 15 décembre 1991.

Note DIAL

MESSAGE DE SON EXCELLENCE L'ARCHEVÊQUE DE GUATEMALA, MGR PRÓSPERO PENADOS DEL BARRIO, A L'OCCASION DU "TE DEUM" POUR LE 170^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DU GUATEMALA

Monsieur le Président constitutionnel de la République,
Jorge Serrano Elias,

Nous nous trouvons à nouveau réunis en cette église cathédrale qui, depuis plus de deux cents ans a été le coeur religieux du Guatemala et, comme l'ont fait il y a 170 ans nos ancêtres, nous rendons à nouveau grâces à Dieu pour l'indépendance de notre patrie et pour la vocation à la liberté, à la justice et à la paix que nous avons reçue, nous, tous ses fils.

La présence du Président de la République et des plus hauts dignitaires de la nation est un signe sans équivoque de la volonté qu'ont les autorités du Guatemala de travailler au bien-être et à la réconciliation, dans le respect des diversités particulières, en comptant sur la participation de tous les secteurs qui ont une influence dans la vie publique du pays.

C'est dans cette perspective d'ouverture et de respect qui vous anime, Dignitaires de la nation comme de l'Eglise, que je voudrais profiter de cette occasion pour examiner, comme il est devenu traditionnel de le faire à cette date, quelques-uns des problèmes qui incombent à notre peuple et offrir certaines directives qui puissent aider à les résoudre.

Il semble clair qu'au cours de ses huit premiers mois de vie, le nouveau gouvernement a donné des marques de sa bonne intention d'affronter et de résoudre l'angoissante situation que vit le Guatemala. Malheureusement, on n'a pas vu aussi clairement correspondre à cette bonne volonté une mise en oeuvre compétente suffisante pour engager le pays sur un chemin qui le conduise à la résolution de ses problèmes et, au contraire, on a pu noter une régression sur certains aspects.

(Violation des droits de l'homme)

Je voudrais commencer par la question des droits de l'homme, dont la promotion et le respect constituent la base de tout processus démocratique qui conduise à la justice et à la paix. Malheureusement, on a vu dans ce domaine s'opérer une détérioration sensible, par rapport à la légère amélioration qu'on avait observée ces dernières années. Il suffit d'entrer en contact avec les milieux de la communication pour se rendre compte du caractère alarmant qu'a atteint dernièrement la violation des droits fondamentaux des Guatemaltèques. La série de crimes et d'assassinats qui s'est produite nous a fait par moments craindre que nous soyons revenus à ces situations tellement dramatiques que nous avons vécues dans le passé. Cette crainte augmente lorsque nous considérons les constantes dénonciations que font les minorités situées dans ce que l'on a coutume d'appeler "zones de conflit", faisant état d'une intensification dans la violation de leurs droits, d'attaques, de menaces et d'autres formes d'agression. Ce panorama se révèle encore plus désastreux devant l'apparente incapacité institutionnelle à éclaircir en profondeur et à mettre fin à cette série d'actes. A vrai dire, en effet, la plupart des éclaircissements supposés concernant les faits de violence perpétrés récemment, plus que de gagner la confiance de l'opinion publique, ont provoqué une perte de crédibilité dans les systèmes de sécurité, et ont conduit à penser qu'on était en train de revenir aux méthodes utilisées antérieurement au Guatemala; on se rappelle que, pour calmer les réclamations et les protestations de l'opinion internationale, on était capable de trouver facilement des "coupables ayant avoué", couvrant et laissant impunis les vrais responsables des violations des droits de l'homme.

Devant cette situation, il est urgent que soient trouvés des mécanismes visant à garantir le respect et la promotion des droits fondamentaux de la personne.

Pour cela, nous croyons qu'on ne peut pas remettre à plus tard que toutes les institutions et forces chargées de veiller à la sécurité s'attachent à ce qui a été établi par l'ordre constitutionnel et démocratique dans l'accomplissement de leur devoir, et se limitent strictement à exercer leurs fonctions dans le champ d'action que leur impartit la Constitution. Dans ce domaine, il subsiste malheureusement encore des structures et des mentalités modelées sur l'époque antérieure à l'implantation du système démocratique qui, en s'ingérant dans des domaines de la vie publique qui ne sont pas strictement de leur compétence, constituent non seulement un obstacle au développement et à l'exercice complet de la démocratie, mais le mettent aussi en danger.

(Aggravation de la situation économique)

Nous voyons aussi avec préoccupation la détérioration progressive de la situation économique des couches les plus pauvres du pays. Même s'il y a lieu de reconnaître quelques résultats positifs obtenus, comme le fait d'avoir atteint une certaine stabilisation de la monnaie et d'avoir contrôlé partiellement l'inflation, au moins en ce qui touche aux produits courants domestiques, d'autres aspects de l'économie populaire demeurent alarmants. Les recettes globales de la majorité de la population, ainsi que le montrent douloureusement les statistiques, sont insuffisantes pour satisfaire aux nécessités premières de subsistance. Et le processus d'appauvrissement des couches populaires continue à progresser. La solution à ces problèmes exige un effort plus intense et rapide qui, loin des manipulations de la propagande, parvienne à sensibiliser les différents secteurs économiques et politiques du pays, pour trouver une solution alternative à court, moyen et long terme. Les espérances qui avaient été soulevées autour du pacte social se sont évaporées. Il est cependant urgent d'ouvrir des chemins de solutions. Et nous demandons que soit donnée à ces défis toute l'attention requise par leur gravité.

Nous voyons aussi avec préoccupation l'impression que l'opinion publique s'est formée de l'organe législatif. Sans entrer dans une analyse poussée pour savoir si les appréciations faites sont exactes ou injustifiées, il est évident que l'apparent manque d'efficacité et de célérité dans l'élaboration des lois et la mise en application de mécanismes offrant une alternative de solution aux problèmes qui affectent la population, en même temps que la polémique suscitée autour des

coûts énormes qu'implique le fonctionnement de l'organe législatif, ont mis sérieusement en question sa crédibilité. Cette situation revêt indubitablement une spéciale gravité car, jusqu'à un certain point, elle implique une mise en question de l'efficacité et de la stabilité du système démocratique lui-même. Il est urgent que, par un travail diligent et consciencieux qui le conduise à légiférer en faveur du peuple, le Parlement récupère devant les citoyens le prestige indispensable pour pouvoir accomplir parfaitement ses fonctions constitutionnelles et se montrer digne du système démocratique qui se consolide.

Un autre aspect de la vie publique récente fortement mis en question, c'est la force mise à signaler et dénoncer les erreurs commises dans le passé, au lieu d'affronter avec plus de sérieux et de transparence les problèmes que nous avons actuellement. Certaines attitudes à l'égard des actes de corruption d'hier sont discutables car, non seulement on peut douter que la recherche entreprise puisse conduire réellement à l'incrimination des coupables supposés, dans le but de prévenir des actes d'une telle nature dans le futur, mais on a souvent plutôt l'impression qu'il s'agit là d'un esprit de revanche et de détournement de l'attention des problèmes présents. Avec de telles mesures, on court le risque d'aggraver les divisions existantes et d'éloigner encore davantage les possibilités d'atteindre l'unité nécessaire pour affronter les problèmes présents.

(La commission de réconciliation)

Il est également urgent que soit accéléré et conclu le dialogue engagé par la Commission nationale de Réconciliation, pour parvenir à établir les bases conduisant à une paix totale et définitive. Le peuple du Guatemala est épuisé de souffrir des conséquences des luttes fratricides dans lesquelles il a été plongé ces dernières décennies. Le prix qu'il faut payer maintenant, conséquence des démonstrations de pouvoir des différents groupes qui participent à ce dialogue, est inacceptable.

Et comme si cela était trop peu, les problèmes que je viens d'évoquer ont été dernièrement aggravés par une série de facteurs, jusqu'à un certain point incontrôlables, comme la déstabilisation des prix de nos produits traditionnels d'exportation et la sécheresse qui s'est abattue sur notre territoire et a affecté non seulement l'agriculture - et en particulier les plus hauts plateaux - mais aussi notre capacité de production industrielle et de marché, à cause des problèmes de sources d'énergie.

Peut-être aujourd'hui plus que jamais, incombe à l'exécutif le rôle historique de surmonter toutes les différences de type idéologique et personnel, pour se constituer en authentique promoteur et signe d'unité, afin de parvenir à réunir autour de lui les différentes forces du Guatemala et d'être l'artisan d'un projet de solution globale, appuyé par tous les secteurs qui constituent la nation.

Conscient du caractère urgent que revêt l'unification de toutes les forces du pays pour trouver une solution à nos problèmes, j'exhorte vivement le gouvernement à assumer sans délai le rôle qui lui revient dans cette entreprise, et je demande à toutes les autres forces du pays de faire passer leur responsabilité civique et la recherche du bien commun devant tous leurs intérêts particuliers, afin d'essayer, par tous les moyens, d'établir une solide plateforme commune qui œuvre à la solution de la dramatique situation actuelle.

Je sais que parvenir à cette unité implique aussi un changement dans le cœur de chacune des parties appelées à participer, et qu'en profondeur, l'unité entre les personnes est le fruit de la présence de l'Esprit de Dieu qui permet de substituer à l'égoïsme et à la haine, la compréhension, la réconciliation et la communion, en répandant son amour dans le cœur des hommes. Je crois que pour arriver à un tel changement la prière joue un rôle irremplaçable. Au nom de l'Eglise, je m'engage à prier sans relâche pour que la lumière et l'amour de l'Esprit Saint soient répandus dans les cœurs de tous ceux qui ont en mains la recherche d'une solution aux problèmes du Guatemala, afin que, unis dans cette recherche du bien commun, ils puissent assurer à notre patrie et à tous ses habitants un avenir meilleur.

Je renouvelle encore devant vous, Honorables autorités du pays, la disponibilité de l'Eglise pour collaborer à tout ce qui peut aider à atteindre la paix par le chemin de la justice, de la liberté et de la démocratie.

Que le Dieu tout-puissant, Créateur de toutes choses et Seigneur de l'histoire vous bénisse, Monsieur le Président, dans l'abondance des grâces divines afin que, libéré de tout égoïsme et de toute tentation, vous puissiez renouveler généreusement votre disponibilité à travailler pour le bien, pour la vérité et pour la paix, afin de reconstruire un Guatemala fondé sur la justice et l'amour.

(Diffusion DIAL)

Abonnement annuel: France 365 F - Etranger 410 F - Avion Am.latine 480 F - USA-Canada-Afrique 450 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441